



LA CHÂTAIGNE

(Qui s'y frotte... s'y pique !)



N°45

Septembre 2026 Spécial Rentrée

ÉDITO

Au cœur du mois d'août nous apprenions que le groupe de hackers ZéroBytes avait commis un nouveau délit de fuite. Au total, les données de 678 000 particuliers et professionnels ont été consultées ou extraites : revenu fiscal de référence, quotient familial, taux de prélèvement à la source, données relatives aux entreprises, informations cadastrales. L'intrusion dans le système informatique de la DGFIP a été qualifié de « *jeu d'enfant* » par les hackers qui ont eux-même revendiqués l'attaque. La DGFIP a bien détecté des accès suspects, mais elle n'a pas détecté le vol des données qui les accompagnait... Protection et sécurisation des données posent questions.

Les « *Jack Sparrow* » du web s'en donnent à cœur joie. Décembre 2025, France Travail subit une cyberattaque permettant la consultation de données concernant 1,6 million de jeunes suivis par les missions locales. Février 2026, piratage du Fichier des COMptes BANcaires (FICOBA) : la faille de sécurité touche 1,2 million de comptes bancaires. Avril 2026, France Titre / Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS) est attaqué, 11,7 millions de comptes impactés. Mai 2026, fuite de certaines données pour Alan, déjà victime d'un piratage en décembre 2024, 15 millions de personnes concernées. Après les révélations concernant la DGFIP, l'éducation nationale est touchée à son tour. 346 millions de lignes et des données d'élèves, de parents et d'enseignants sont subtilisées. Et, en cette fin août, les hackers s'attaquent à zéro logement vacant, service numérique de l'État qui aide les collectivités à repérer les logements vacants et à écrire à leurs propriétaires. Selon ZéroBytes, qui avait prévenu qu'il récidiverait, 48 millions de personnes seraient touchées. Crise majeure et défaillances à tous les niveaux... Mais attention, l'heure n'est pas à la culpabilisation directionnelle des agents. Le travail des équipes informatiques de la DGFIP doit être reconnu et soutenu. Le nombre d'attaques contre les systèmes de la DGFIP ont bondi passant de 2 579 en 2023 à 6 972 en 2025, soit + 170 %.

Le ministre de l'action et des comptes publics, David Amiel, a lui-même reconnu l'existence d'une « *dette technique* ». Le taux de conformité du système d'information de la DGFIP à sa cible technologique n'atteignait que 52,2 % fin 2025. Amiel, amère, a présenté ses excuses le 18 août 2026. Ce jour-là, le ministre et la Directrice Générale (DG) ont joué les plombiers de service façon Super Mario version DGFIP Mario et Luigi, en duo lunaire, apparaissaient sous nos yeux, entre dramaturgie Grecque et comédie tragique. Pourtant, un autre choix est possible.

Si l'urgence est une évidence, les priorités doivent évoluer. La CGT souhaite, notamment:

- des recrutements à la hauteur des besoins et des enjeux,
- un véritable plan de réduction de la dette technique. L'IA ne peut être l'alpha et l'oméga,
- une politique rigoureuse des habilitations et des accès.

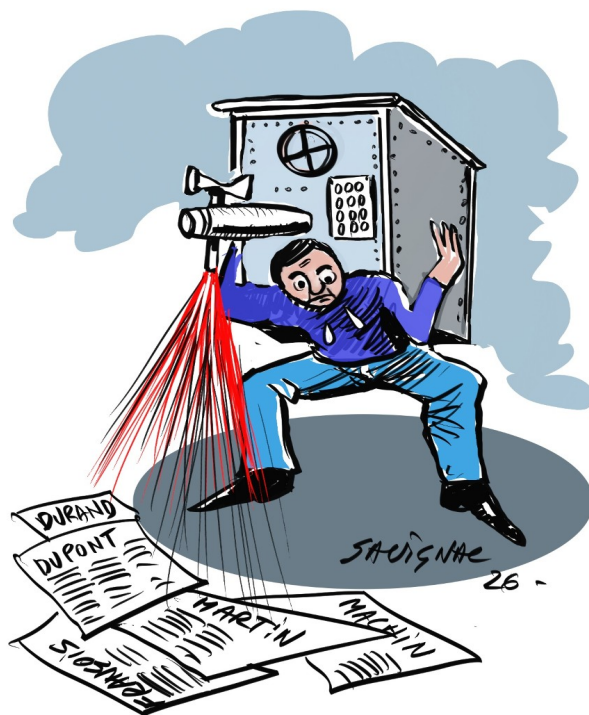
Selon le Larousse, la fuite en avant désigne une action plus ou moins téméraire ou irréfléchie entreprise pour échapper à des circonstances jugées dangereuses ou difficiles, au risque d'aggraver la situation. Petit conseil à notre ministre et à notre DG, évitez la fuite en avant...

Fuite d'eau ?

Pour identifier une fuite... il faut faire quelques recherches. La Châtaigne revient un peu en arrière, notamment en 2017, lorsque l'État, via son « présidentissime » Emmanuel M, a confié au moins 1,1 milliard d'euros de missions à Capgemini en cinq ans pour faire une remise à niveau des services de l'état et sécuriser le système informatique de la DGFIP. A cette époque, des voix avaient dénoncé missions coûteuses, projets ratés, opacité et conflits d'intérêts... On constate aujourd'hui la belle réussite...

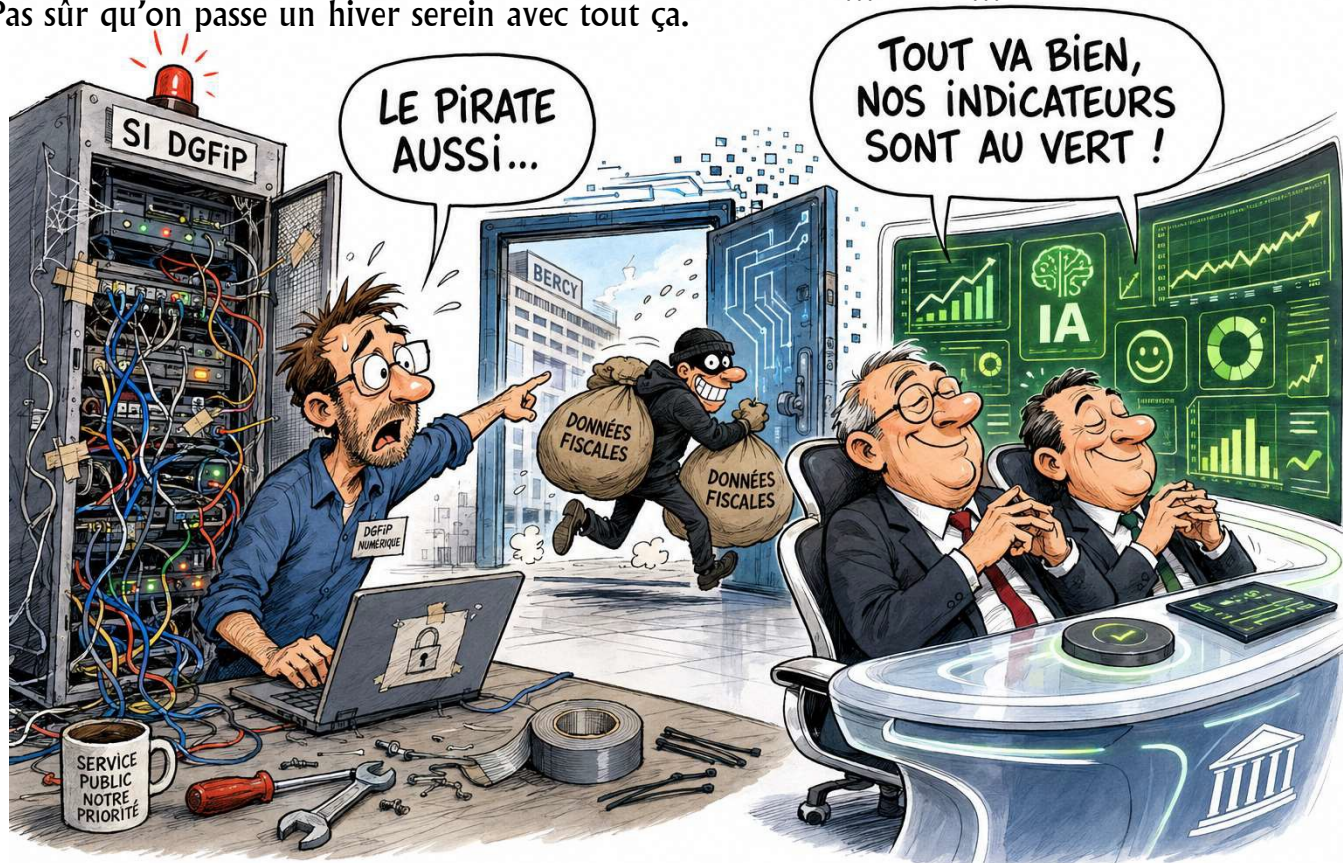
Cette manne est en partie due à une règle budgétaire au nom barbare introduite en 2001, « la fongibilité asymétrique », qui interdit aux administrations d'augmenter leurs dépenses de personnel en cours d'année et les poussent à externaliser des missions urgentes au secteur privé... quitte à ce que cela coûte encore plus cher. En effet, les consultants privés sont payés en moyenne 1 500 euros par jour dans le public, contre 362 euros pour un fonctionnaire qualifié, selon les chiffres de la commission d'enquête du Sénat qui a tiré en mars 2022 la sonnette d'alarme sur l'emprise des cabinets privés sur l'État.

Mais... trop tard, le mal est fait et les conséquences sont visibles et réelles... L'argent passe par les fenêtres et les fuites s'accumulent... Pas sûr qu'on passe un hiver serein avec tout ça.



Vision d'avenir :

Un rapport signé conjointement par les inspections générales des finances et de l'administration met en avant la part des primes versées par l'État pour maintenir les rémunérations de ses agents. Les dépenses correspondantes ont ainsi augmenté de plus de 60 % entre 2015 et 2025, et représentent désormais un quart de la rémunération globale des fonctionnaires. La plupart des primes n'entrant pas dans le calcul des retraites, pas sûr qu'une fois la vie active terminée, le compte y soit... L'idée serait plutôt d'augmenter le point d'indice... et vite...



juillet
2026

Perte de valeur du point d'indice



Par rapport à l'indice des prix à la consommation hors tabac

Valeur actuelle INM
= 4.92€

	Perte de la valeur du point d'indice	Point virtuel indexé sur l'inflation	Écart valeur du point d'indice
depuis 2023	5.37%	5.19€	-0.26€
depuis 2017	15.62%	5.69€	-0.77€
depuis 2010	21.45%	5.98€	-1.06€
depuis 2000	32,10%	6.50€	-1.58€

juillet
2026

Perte mensuelle de pouvoir d'achat



Par rapport à l'indice des prix à la consommation hors tabac

Valeur INM = 4.92€

	depuis 2023	depuis 2017	depuis 2010	depuis 2000
Cat C INM 425 <i>Agent administratif P2 12e échelon</i>	-112€	-327€	-449€	-672€
Cat B INM 539 <i>Secrétaire admin. classe sup 12e échelon</i>	-142€	-414€	-569€	-852€
Cat A INM 826 <i>Attaché principal 10e échelon</i>	-218€	-635€	-872€	-1305€
Cat A+ INM 1387 <i>Administrateur 2e grade 32e échelon</i>	-366€	-1066€	-1465€	-2192€

[Point d'indice des fonctionnaires : et vous, combien avez-vous perdu ? | CGT](#) (cliquez ce lien pour calculer)

La Châtaigne d'Honneur :

La Châtaigne d'Honneur de rentrée est attribuée, à Laurent Wauquiez. Le Président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes depuis 2016 avait dû en juillet 2024 démissionner, non-cumul des mandats oblige, après son arrivée à l'Assemblée Nationale. Il a alors pris le titre de conseiller spécial au sein de l'institution. Laurent Wauquiez apparaît au grand public comme restant le président, et il utilise les moyens de la région. Le journal Mediacités a entamé il y a cinq ans des démarches, comme la loi le permet, pour obtenir les factures, reçus et autres documents des dépenses de l'ex-président d'Auvergne-Rhône-Alpes et ses anciens vice-présidents... sans succès jusqu'à juin dernier. La Région les a remis... en version papier, soit des milliers de pages volantes et en vrac... dans trois cartons pour un total de 26,4 kg de papiers. Comme quoi rien ne sert de courrier... il faut partir à point.

Coup de comm ou coup de clim ?

28 juillet 2026

Distribution d'éventails



Cette semaine, le BIET distribuera à chaque agent un éventail aux couleurs des Finances publiques.

De fabrication Éco-responsable, c'est un geste simple en cette période estivale pour un peu plus de confort.

Et non ceci n'est pas un gag...mais la page Ulysse 64 qui nous informe de la distribution d'éventails à la DDFIP 64. En cette fin juillet, il fait plus de 30 °C au CFP de Bayonne, vigilance orange canicule et rouge feu de forêt. Les agents du 64 ont eu chaud, voici la communication à laquelle ils ont échappé. « Pour éviter de souffler le chaud et le froid, la DDFIP 64, loin d'être les doigts de pied en éventail, agit pour ses agents. » .

Remarquez cela nous donne un peu d'inspiration, sans trop de transpiration, pour trouver des idées pour lutter contre la prochaine vague de chaleur : des brumisateurs encore plus « corporates » et éco-responsables, dédiés par Amélie Vert-dier ou encore un approvisionnement pour tous les agents en bonbons à la menthe glaciale.

Et pour finir saviez-vous que canicule vient du latin canicula qui désignait l'étoile la plus brillante de la constellation du grand chien. Plus filante que brillante, pourvu que l'étoile du 64 ne fasse pas d'émules...

Ce n'est pas tous les jours facile.

Le régulateur de l'audiovisuel et du numérique, l'Arcom, a mis en demeure, lundi 6 juillet 2026, le ministère de l'Action et des Comptes publics de mettre en conformité le site des impôts afin qu'il réponde aux exigences d'accessibilité pour les usagers en situation de handicap. L'Arcom souligne, dans sa décision, « l'impact des non-conformités sur la mission de service public », appelant à « garantir l'accès à un service public essentiel [...] à l'ensemble des foyers fiscaux ». Le ministère dispose d'un délai de neuf mois pour corriger les manquements relevés. La DGFIP a visiblement commencé à rendre accessible à tout le monde Impôts.gouv...

Père la rigueur :

Dans sa stratégie pluriannuelle de redressement des finances publiques, dévoilée le 30 juin, le MEDEF cible les collectivités territoriales et la fonction publique. L'organisation patronale chiffre à 20 milliards d'euros les économies réalisables d'ici à 2030 grâce à une rationalisation de l'organisation territoriale, une baisse des effectifs et une meilleure maîtrise des dépenses de fonctionnement. Avec le NRP 2 en marche, la réorganisation territoriale est en cours, la baisse des effectifs continue... Prions pour que nos salaires ne diminuent pas... ou luttons collectivement pour les faire augmenter. En tout état de cause, mobilisons-nous le 29 septembre, pour ne pas les voir continuer à stagner.

